

## « Tout change, rien ne change » : les élections municipales de 2020 dans la métropole du Grand Paris

Philippe Subra et Wilfried Serisier

*Un an après le premier tour des municipales et à quelques mois de nouvelles élections locales, Philippe Subra et Wilfried Serisier dessinent la nouvelle géopolitique du Grand Paris, ses rapports de force et ses équilibres.*

Nul n’imaginait, début janvier 2020, dix semaines seulement avant le premier tour, le scénario qui allait être celui des municipales en Île-de-France. La Covid-19 ne s’était pas encore transformée en pandémie et l’hypothèse d’un confinement général de la population n’était pas évoquée. La campagne de Benjamin Griveaux, le candidat choisi par l’Élysée comme tête de liste de La République en Marche (LREM) pour la Mairie de Paris, n’avait pas encore déraillé même si elle donnait des signes de faiblesse de plus en plus évidents. Le parti présidentiel, très large vainqueur des élections de 2017<sup>1</sup>, arrivé en tête aux européennes de 2019, et les écologistes, auteurs d’un très bon score à ces élections<sup>2</sup>, allaient-ils réussir à transformer l’essai et conquérir d’importantes positions de pouvoir au niveau local aux dépens des Républicains, du Parti socialiste et du Parti communiste ?

Allait-on assister, en d’autres termes, à une recomposition radicale du paysage politique francilien autour de trois enjeux principaux :

- la bataille de Paris, sur laquelle s’est largement polarisée l’attention des médias ;
- le devenir de l’ancienne banlieue rouge, dont socialistes, communistes, « insoumis », écologistes et nouveaux élus de droite se disputent les restes depuis plus de vingt ans ;
- enfin, la « banlieue bleue » (Pennec 2017) post-sarkoziste, menacée par l’apparition de cette nouvelle force au centre droit, LREM.

En Île-de-France comme dans le reste du pays, la situation sanitaire a eu un impact réel sur la participation aux deux tours du scrutin, mais aussi sur la campagne elle-même. Celle-ci a été interrompue pendant plus de quatre mois et n’a repris que sur un mode dégradé, sans porte-à-porte ni réunions publiques, rendant la comparaison avec les élections précédentes assez délicate. Mais les stratégies de campagne des partis et des listes en présence et leurs choix en matière d’alliances semblent avoir pesé bien plus lourd.

### Une nouvelle et spectaculaire abstention dans les communes jusqu’ici les moins abstentionnistes

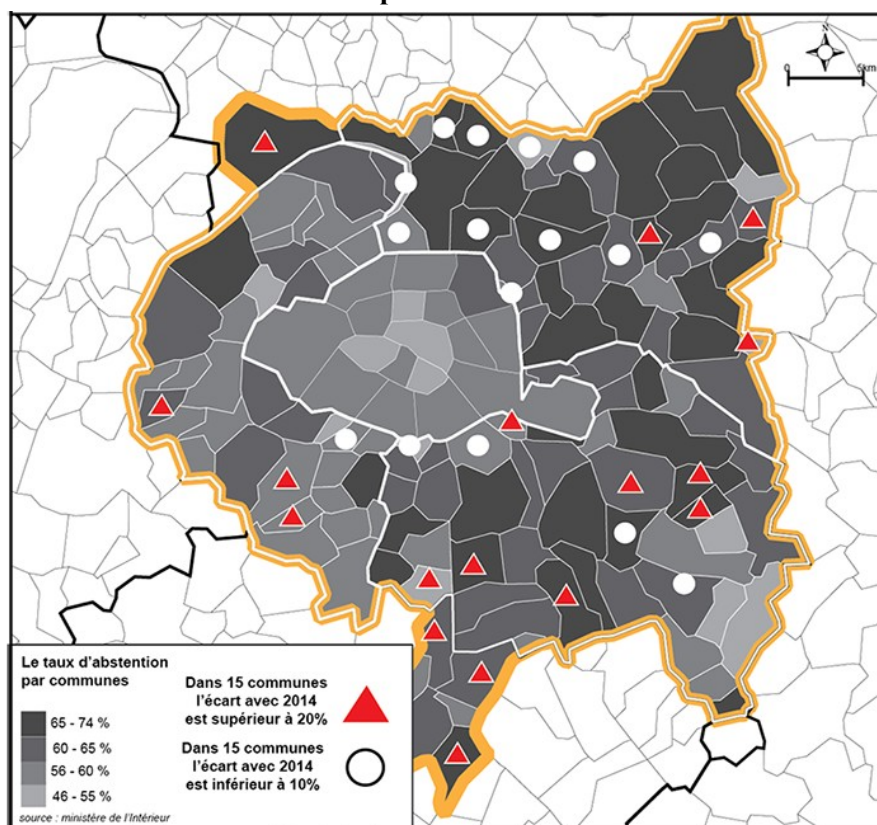
Le taux d’abstention dans les communes appartenant à la Métropole a atteint en 2020 un nouveau record (Carte 1) : 61 %, six points au-dessus de la moyenne nationale et 15,4 points de plus qu’aux municipales de 2014. Certaines communes populaires atteignent des taux extrêmement élevés

<sup>1</sup> 28,6 % pour Emmanuel Macron au niveau régional au premier tour, 78,7 % au second, 63 des 96 députés élus en Île-de-France aux législatives qui ont suivi.

<sup>2</sup> LREM obtient 27,2 % en Île-de-France, les écologistes 15,8 %.

(égaux ou supérieurs à 70 %)³, mais c'est aussi le cas de communes plus aisées souvent dirigées par des maires de droite⁴ qui connaissent une croissance spectaculaire de l'abstention (de + 15 à + 30 % par rapport à 2014)⁵. On peut émettre l'hypothèse que cette progression de l'abstention est principalement due à la pandémie, soit directement (crainte d'une contamination notamment chez les électeurs de plus de 65 ans ou à la santé fragile), soit indirectement (l'interruption de la campagne puis son redémarrage poussif ayant cassé la dynamique de mobilisation). La question est de savoir si cet effet exceptionnel le restera ou s'il perdurera une fois la pandémie passée, après avoir installé dans une partie de l'électorat, jusque-là participationniste, l'idée que voter ne s'impose plus.

**Carte 1. Le taux d'abstention par communes**



Une géographie stable de l'abstention mais une accentuation dans des zones résidentielles et une augmentation moins soutenue qu'attendue dans les zones populaires.

Cartographie : W. Serisier. Source : ministère de l'Intérieur.

## Un rapport de force gauche-droite inchangé

Sur les 131 communes qui composent la Métropole du Grand Paris, seules dix-huit (une sur huit) ont changé de majorité municipale ; huit sont passées de gauche à droite (5 mairies communistes : Aubervilliers, Champigny-sur-Marne, Choisy-le-Roi, Valenton, Villeneuve-Saint-Georges ; 3 socialistes : Bondy, Neuilly-sur-Marne, Morangis) ; huit de droite à gauche<sup>6</sup> (3 en faveur du PS :

<sup>3</sup> La Courneuve : 73,1 % d'abstention, Sevran : 72 %, Stains : 70 %, pour ne prendre que l'exemple de la Seine-Saint-Denis.

<sup>4</sup> Les Pavillons-sous-Bois : 69,4 %, Rosny-sous-Bois : 67,3 %, Neuilly-sur-Marne : 65,2 %, Drancy : 68,1 %, Livry-Gargan : 68,3 %, en Seine-Saint-Denis.

<sup>5</sup> Saint-Mandé : 64,5 % (+ 20,3 % par rapport à 2014), Saint-Maur-des-Fossés : 64 % (+ 21,5 %), Marnes-la-Coquette : 61,3 (+ 21,5 %), Ormesson-sur-Marne : 68 % (+ 30,1 %).

<sup>6</sup> Il s'agissait, dans la majorité des cas, de la reconquête d'une municipalité perdue en 2014.

Athis-Mons, Châtillon, Saint-Ouen ; 3 en faveur du PC : Bobigny, Noisy-le-Sec, Villejuif ; 2 en faveur d'Europe-Écologie-Les-Verts : Colombes et Savigny-sur-Orge) ; 2 autres, enfin, du PC au PS (Saint-Denis et Villetaneuse en Seine-Saint-Denis). La stabilité l'a emporté et l'équilibre gauche-droite est resté inchangé.

Le résultat le plus emblématique de cette stabilité politique est bien sûr la réélection très nette de la socialiste Anne Hidalgo à Paris, alors même que sa popularité était relativement basse selon les sondages publiés en 2019<sup>7</sup> et qu'elle semblait avoir pâti du renouvellement chaotique de la concession des Vélib et de ses projets de tours contestés par les riverains et les écologistes. *A contrario*, cette stabilité signifie que LREM a échoué dans son offensive à Paris et en petite couronne, notamment dans les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne, deux départements où elle présentait des listes dans la moitié des communes.

### **L'échec de l'offensive macroniste à Paris comme en proche banlieue**

Dans la capitale, qui était l'objectif numéro 1 du parti présidentiel, les deux listes macronistes ont rassemblé au total 25,1 % des voix au premier tour, pas si loin des 29,3 % de la maire sortante, mais seulement huit conseillers de Paris sur 163, alors que, trois ans plus tôt, Emmanuel Macron avait obtenu 34,8 % des voix des électeurs parisiens au premier tour et 89,6 % au second<sup>8</sup>. À bien des égards, la campagne de LREM à Paris apparaît comme un cas d'école de campagne ratée, cumulant tous les facteurs d'une irrésistible défaite : des propositions élaborées à la va-vite et pour certaines totalement irréalisables (comme le déplacement de la gare de l'Est pour créer un Central Park parisien, pour Benjamin Griveaux, et l'annexion des communes limitrophes, pour Cédric Villani) ou très marquées à droite (la création d'une police municipale armée, réclamée par Benjamin Griveaux), la personnalité clivante du candidat LREM et ses propos agressifs en off, puis son retrait, un mois seulement avant le premier tour, à la suite de la publication de vidéos à caractère sexuel, enfin le manque d'envie évident de sa remplaçante, l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn, fragilisée en outre par sa gestion de la pandémie. Le contexte national a également joué : l'impopularité du pouvoir exécutif et son usure ont rejailli sur les candidats qu'il soutenait, d'autant que tous deux étaient d'anciens ministres.

Mais l'échec de l'offensive de LREM est surtout imputable à la division du camp présidentiel. La présence de la liste dissidente de Cédric Villani (7,8 % des voix au premier tour) a privé la liste officielle (17,2 %) de la deuxième place qui lui aurait assuré le rôle de challenger face à la maire sortante. Les deux listes se sont autant opposées l'une à l'autre qu'à leurs concurrentes de droite et de gauche, au point de ne pas fusionner entre les deux tours. Les candidats macronistes sont apparus comme relevant soit d'une deuxième droite (Benjamin Griveaux), soit d'une deuxième gauche (Cédric Villani), auxquelles les électeurs ont préféré les originaux.

En face, Rachida Dati et Anne Hidalgo ont, elles, su mettre en œuvre des stratégies de campagne gagnantes. La première a mobilisé l'électorat des Républicains autour des thématiques traditionnelles de la droite parisienne : la sécurité, la propreté, la défense des automobilistes. Ce positionnement lui a sans doute interdit de gagner la mairie mais son objectif était ailleurs : résister à l'offensive macroniste et conserver à la droite les arrondissements qu'elle contrôlait et le statut de principale opposante à la majorité municipale. Deux résultats atteints, avec 22,7 % des suffrages exprimés au premier tour et 34,3 % au second.

Anne Hidalgo, de son côté, a récolté les fruits de la stratégie qu'elle poursuit depuis son élection en 2014 : construire une alliance entre les classes populaires (encore présentes à Paris, notamment dans le parc social) et les nouvelles classes moyennes (les « bobos » des médias), grâce à des

---

<sup>7</sup> Un sondage Opinionway, réalisé en novembre 2019, indiquait ainsi que 60 % des Parisiens ne souhaitaient pas sa réélection.

<sup>8</sup> Aux élections législatives, LREM raflera (avec le Modem) quatorze des dix-huit circonscriptions, n'en laissant que deux à la droite et deux au PS.

politiques très volontaristes et emblématiques, sur lesquelles elle a remarquablement communiqué<sup>9</sup> et qui ont joué le rôle de « marqueurs » de gauche et écologistes : la création de dizaines de milliers de logements sociaux – y compris dans les arrondissements les plus bourgeois – et la réduction de la place de l’automobile dans les rues de la capitale. Cette stratégie lui a permis d’apparaître à la fois comme une candidate « vraiment de gauche » et comme la candidate de l’écologie à Paris (malgré les projets de tours dans le 12<sup>e</sup> et le 15<sup>e</sup> arrondissements). Elle a ainsi réussi à capter, dès le premier tour, une part importante de l’électorat, qui ailleurs (à Bordeaux ou à Lyon) s’est porté sur les candidats EELV, et à contrer l’offensive des écologistes qui espéraient, en présentant une liste autonome au premier tour, conquérir la mairie : en un an, EELV a perdu la moitié de son électorat dans la capitale (148 000 voix et 19,8 % aux européennes de 2019, 60 000 voix et 10,7 % aux municipales de 2020, la liste de David Belliard arrivant seulement en quatrième position) et ne progresse que très peu par rapport à 2014 (+ 2 %).

Au final, les rapports de force ont à peine changé dans la capitale : la majorité municipale a perdu cinq points par rapport à 2014, mais a renforcé sa représentation au Conseil de Paris (96 conseillers contre 91 auparavant) ; les écologistes ont réintégré la majorité municipale avec vingt-trois postes de conseillers de Paris, un poste d’adjoint aux transports pour leur tête de liste, une mairie d’arrondissement et la promesse d’une remise à plat des projets de tours ; la droite n’a que légèrement reculé en voix (-1,3 point) et en sièges (58 contre 60) et les deux forces principales (LR et PS-PC) continuent de dominer le Conseil de Paris.

Dans le reste du territoire métropolitain les résultats obtenus par La République en Marche ont été aussi décevants qu’à Paris. À l’issue des municipales, LREM ne contrôle qu’une seule municipalité<sup>10</sup>. S’y ajoute une poignée de mairies Modem ou divers centre, dont celle de Neuilly-sur-Seine. Seul un tiers de ces listes a dépassé les 20 % au premier tour. La tentative d’enracinement du macronisme au niveau municipal est donc clairement un échec.

### **Des succès pour Europe Écologie-Les Verts, mais pas de « vague verte »**

Le bilan pour Europe Écologie-Les Verts est meilleur, sans être aussi consistant qu’on pouvait l’imaginer dans un territoire urbain et où les classes moyennes sont nombreuses : les écologistes conservent Arcueil (21 000 habitants, héritée du PCF en 1996) et conquièrent deux villes relativement importantes : Colombes (85 000 habitants) et Savigny-sur-Orge (35 000 habitants), toutes deux prises à la droite. À Colombes et Arcueil, le candidat écologiste l’a emporté à la tête d’une liste réunissant la quasi-totalité des partis de gauche (PS, PC, Place publique, Génération.s), à l’exception de La France Insoumise (LFI)<sup>11</sup>, suivant le schéma d’alliance qui a permis aux écologistes de l’emporter à Bordeaux, Lyon ou Marseille.

Dans les quatre-vingt-huit communes où ils étaient présents, les candidats Verts se sont majoritairement présentés au sein d’alliances avec les autres forces de gauche, en occupant la tête de liste (26 cas) ou, plus fréquemment, derrière une tête de liste communiste, socialiste ou divers gauche (42 cas). Les vingt listes purement EELV ont rencontré peu de succès (deux seulement ont dépassé les 20 %, une seule a été élue). Sans surprise, les résultats des listes d’union sont bien meilleurs : 14 des 26 à tête de liste écologiste ont dépassé les 20 % et 2 ont été élues, 31 des 42 listes à tête de liste « autre parti de gauche » ont dépassé les 20 % et 18 ont été élues. Ces données confirment qu’Europe Écologie-Les Verts est devenu une composante majeure de la gauche (au point de prendre la tête de près de 40 % des listes d’union sur le territoire de la Métropole) et que l’alliance gauche-écologiste est généralement payante.

<sup>9</sup> Avec la complicité intéressée de la droite parisienne, chacune jouant le rôle de repoussoir pour l’électorat de l’autre.

<sup>10</sup> Sèvres, dont le maire, ex-LR, a rallié en 2019 le parti présidentiel.

<sup>11</sup> Auquel s’ajoute un autre petit parti, Génération Écologie.

## Impasse sur l'élection de LFI, divisions à gauche et rivalités historiques PS-PC

L'adoption d'une stratégie unitaire à gauche est cependant encore très partielle. Hors Paris, l'ensemble formé par la gauche et les écologistes s'est présenté désuni au premier tour dans une majorité de communes (80 sur 130), avec souvent un émiettement à gauche de l'offre électorale quand trois à quatre listes concurrentes, voire plus, se disputaient le même électorat. Cette division a été particulièrement marquée en Seine-Saint-Denis avec 93 listes de gauche pour 40 communes (2,3 listes par commune), alors qu'elle fut moins nette dans le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine (1,4).

La France Insoumise a ainsi présenté des candidats dans 79 des 130 communes de la MGP (hors Paris) selon des configurations extrêmement diverses : seule ou avec le parti de gauche, avec le PC mais sans le PS, avec le PS mais sans le PC, avec EELV mais sans le PC et le PS<sup>12</sup>, ainsi que dans des listes rassemblant toute la gauche. Résultat : LFI ne compte aucun maire en 2020 alors qu'en 2017 elle avait fait élire quatre députés en Seine-Saint-Denis. Cette diversité de stratégies s'explique sans doute en partie par des facteurs locaux (faible implantation, absence de leaders, inimitiés ou au contraire bonnes relations personnelles entre militants), mais elle traduit surtout l'absence de stratégie nationale pour ces municipales dans un parti qui a choisi « d'enjamber » ce scrutin local parce qu'il n'accorde fondamentalement d'importance qu'à l'élection présidentielle. Ce choix peut apparaître risqué, rétrospectivement, car les municipales 2020 (et sans doute les départementales et régionales de 2021) pourraient bien jouer un rôle important dans la recomposition de la gauche en vue de la présidentielle de 2022, en répondant à la question : autour de qui l'union doit-elle se faire ?

Mais c'est entre le PS et le PC que les rivalités ont été les plus visibles et ont eu le plus de conséquences, en particulier en Seine-Saint-Denis. À Saint-Denis, commune emblématique de la banlieue rouge, puisque communiste en 1920 au lendemain du congrès de Tours, le député socialiste Mathieu Hanotin, qui avait échoué aux portes de la mairie en 2014 à 180 voix près, est arrivé en tête du premier tour (35,3 %) et l'a largement emporté au second (59 % des suffrages). Il a profité de la concurrence entre le PC (allié à EELV, 24 %) et La France Insoumise (18 %), de la faible implantation du maire sortant, Laurent Russier, intronisé en cours de mandat en 2016, et sans doute de l'évolution sociologique de la ville, même si le phénomène de gentrification y est plus limité que dans d'autres communes de Seine-Saint-Denis.

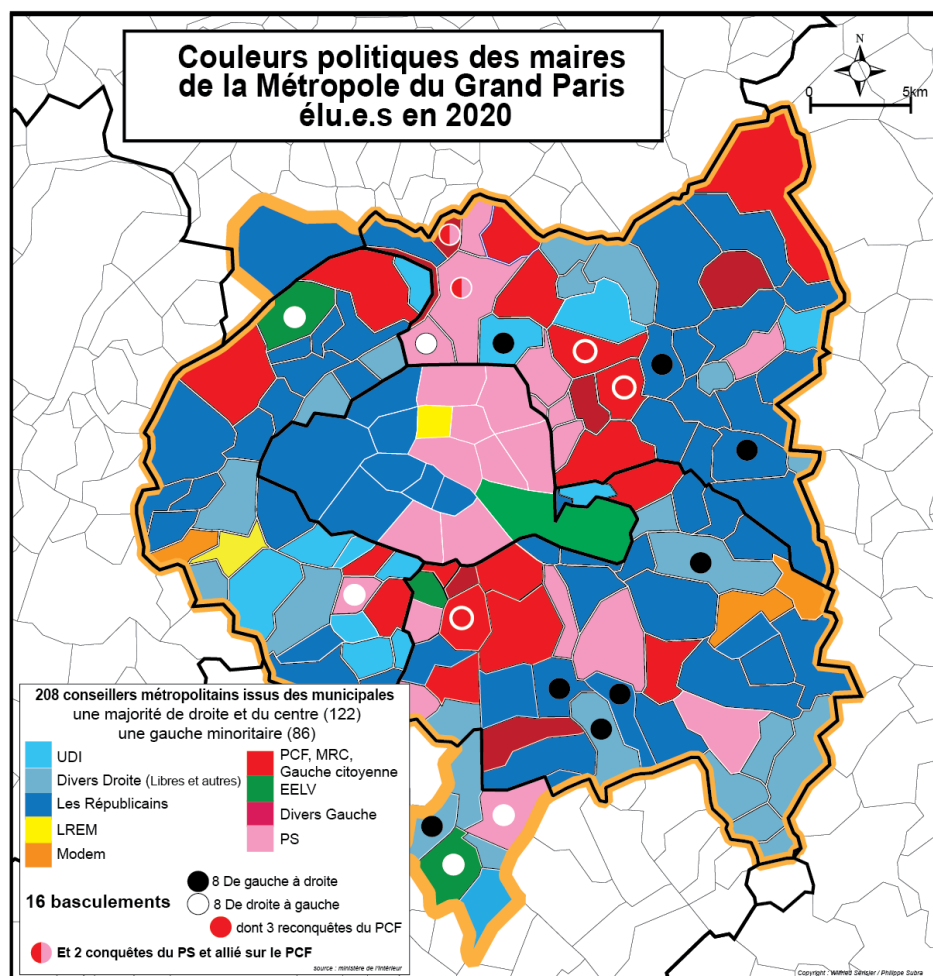
Cette division a coûté à la gauche plusieurs mairies qu'elle a perdues (Aubervilliers, Bondy) ou échoué à conquérir (Villepinte, Noisy-le-Grand, Neuilly-sur-Marne), alors qu'elle était majoritaire au premier tour<sup>13</sup>. À Aubervilliers, cinq listes de gauche s'affrontaient, dont quatre ont obtenu entre 13 et 19 % des voix. La liste de la maire sortante, la communiste Meriem Derkaoui, qui était pourtant soutenue par LFI et une partie du PS, n'est arrivée qu'en troisième position, devancée par une autre liste divers gauche. La triangulaire au second tour, avec deux listes de gauche, a permis la victoire de la droite (UDI, LR, alliés à LREM, 44,5 %) alors même que la gauche était ultra-majoritaire (74,4 % des voix au premier tour). La multiplication des listes et leur difficulté à fusionner au second tour sont significatives du climat local au sein de la gauche, entre PS, LFI et PC (et même au sein du PC) et de l'intensité des rivalités de pouvoir pour prendre le contrôle de l'électorat de gauche et des collectivités territoriales. Ici plus qu'ailleurs, l'Union demeure un combat.

<sup>12</sup> Et dans certains cas contre un maire communiste sortant, comme à Gennevilliers et Saint-Denis.

<sup>13</sup> Mais elle n'a pas empêché, à Montreuil, le maire sortant Front de gauche, Patrice Bessac, d'être réélu dès le premier tour avec 51 % des voix, malgré la concurrence d'une liste EELV et d'une liste divers gauche.

## Vers un tournant historique en 2021 ?

Carte 2



Cartographie : W. Serisier. Source : ministère de l'Intérieur

Le paysage politique de la métropole parisienne (Carte 2) n'aura donc pas connu en 2020 de recomposition radicale, les nouvelles forces politiques, LREM, LFI et EELV ayant échoué à s'implanter dans un contexte inquiétant d'augmentation de l'abstention qui a toutes les chances de se reproduire en 2021<sup>14</sup>. Les municipales de 2020 pourraient cependant annoncer une rupture historique pour la séquence 2021 (départementales et régionales), sur fond de nouvel affaiblissement de la gauche. Dans le Val-de-Marne, trois cantons au moins pourraient basculer à droite (Champigny 1 et 2 et Choisy-le-Roi, deux villes que le PC vient de perdre), dont celui de l'actuel président du conseil départemental, le communiste Christian Favier. La droite deviendrait alors majoritaire dans ce dernier département présidé par un élu communiste. En Seine-Saint-Denis, le PS peut espérer reconquérir le canton de Saint-Ouen, mais le PC risque de perdre ceux de Noisy-le-Grand et Montreuil (canton 1) au profit de la droite. Les deux camps seraient alors à égalité. Si la gauche se présente aussi désunie qu'en 2020 à Aubervilliers, la droite pourrait devenir, ici aussi, majoritaire au conseil départemental.

La perte de ces départements, dirigés par la gauche depuis leur création en 1968, ouvrirait une page totalement inédite de l'histoire politique de la région : une ceinture bleue entourant un Paris

<sup>14</sup> Les élections départementales et régionales sont connues pour mobiliser peu les électeurs (54 % d'abstention au premier tour des régionales de 2015).

rose-vert-rouge remplacerait la « ceinture rouge » entourant le Paris bourgeois, décrite en 1924 par Paul Vaillant-Couturier dans un article resté célèbre de *L'Humanité*. Pour peu que Valérie Pécresse soit reconduite comme présidente de la région et que les départements de grande couronne – tous à droite – le restent, la gauche francilienne ne contrôlerait plus que la Ville de Paris et une série de communes de banlieue, d'établissements publics territoriaux et de communautés d'agglomération. Seules une forte mobilisation de l'électorat de gauche et une tout aussi forte dynamique unitaire entre partis de gauche et écologistes, boostées par la proximité de la présidentielle, un an plus tard, et la volonté de sanctionner Emmanuel Macron, semblent pouvoir empêcher ce scénario catastrophe pour la gauche.

## **Bibliographie**

- Pennec, T. 2017. *Géopolitique d'une « banlieue bleue ». Les Hauts-de-Seine dans le Grand Paris*, thèse, Institut français de géopolitique, Université Paris-8 Saint-Denis.
- Serisier, W. 2019. *Géopolitique de la Seine-Saint-Denis. Mutations territoriales, stratégies des acteurs et gouvernance en Seine-Saint-Denis (1998-2018)*, thèse, Institut français de géopolitique, Université Paris-8 Saint-Denis.
- Serisier, W. et Subra P. 2016. « Nouvelle donne géopolitique en Seine-Saint-Denis », *Hérodote*, n° 162, p. 11-28. Disponible en ligne à l'URL suivant : [www.cairn.info/revue-herodote-2016-3-page-11.htm](http://www.cairn.info/revue-herodote-2016-3-page-11.htm).

**Philippe Subra** est directeur de l'Institut français de géopolitique (université Paris-8). Membre du comité de rédaction de la revue *Hérodote*, il est l'auteur de *Géopolitique de l'aménagement du territoire* (Paris, Armand Colin, 2007, 3<sup>e</sup> éd. 2018), *Grand Paris. Géopolitique d'une ville mondiale* (Paris, Armand Colin, 2012), *Géopolitique locale. Territoires, acteurs et conflits* (Paris, Armand Colin, 2016), *Zones à défendre. De Sivens à Notre-Dame-des-Landes* (La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2016) et coauteur de *Nouvelle géopolitique des régions françaises* (B. Giblin (dir.), Paris, Fayard, 2005) et du *Dictionnaire des banlieues* (B. Giblin (dir.), Paris, Larousse, 2009).

**Wilfried Serisier**, docteur en géographie, spécialité géopolitique, a soutenu sa thèse en 2019 intitulée *Géopolitique de la Seine-Saint-Denis : mutations territoriales, stratégies des acteurs et gouvernance en Seine-Saint-Denis, 1998-2018*. Il est l'auteur de plusieurs articles dans la revue *Hérodote* en collaboration avec Philippe Subra, dont « Nouvelle donne géopolitique en Seine-Saint-Denis » (n° 162) et « Nouveaux rapports de force dans la petite couronne parisienne après les élections municipales de 2014 » (n° 154).

## **Pour citer cet article :**

Wilfried Serisier & Philippe Subra, « « Tout change, rien ne change » : les élections municipales de 2020 dans la métropole du Grand Paris », *Métropolitiques*, 5 mars 2021. URL : <https://metropolitiques.eu/Tout-change-rien-ne-change-les-elections-municipales-de-2020-dans-la-metropole.html>.